



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

11/01/2016

DÉCLARER L'ÉTAT D'URGENCE CONTRE LA POLITIQUE PATRONALE DE HOLLANDE

« Un plan d'urgence pour l'emploi », voilà comment patronat et gouvernement veulent encore nous bernier au prétexte de lutter contre le chômage. Cela fait plus de trois ans que le gouvernement nous mène en bateau. En 2013, promis-juré, les affaires allaient reprendre et la courbe du chômage s'inverser.

En 2014, grâce au crédit d'impôt compétitivité et au pacte de responsabilité, synonymes de 50 milliards d'allègements de cotisations et d'impôts pour les entreprises, le gouvernement et le patronat garantissaient la création d'un million d'emplois. Pour l'occasion, le Medef avait même réalisé des Pin's « 1 million d'emplois ».

En 2015, le gouvernement nous annonçait la reprise. Tels Madame Irma, tous les ministres voyaient un parfait « alignement des planètes » avec des taux d'intérêt historiquement bas, un euro plus faible et un pétrole en baisse. Et puis, avec la loi Macron, le travail du dimanche et la déréglementation d'activités, forcément, des emplois seraient créés...

Le bilan de toutes de ces « années de lutte » contre le chômage s'élève à un million... de chômeurs supplémentaires ! Depuis que Hollande est élu, Pôle emploi enregistre 670 000 chômeurs de plus en catégorie A, sans aucun travail, fût-il à temps partiel, et 1,12 million de plus si on inclut ceux qui ont eu une activité réduite dans le mois.

Et voilà qu'Hollande nous fait le coup de l'état d'urgence économique et sociale !

Pour les plus de six millions de femmes et d'hommes qui doivent se débrouiller pour vivre sans emploi, c'est une urgence quotidienne. C'est une urgence vitale pour des centaines de milliers de jeunes condamnés à l'inactivité et à la précarité. Pour les licenciés de plus de 50 ans, certains de rester sur la touche s'ils ne retrouvent pas un emploi très vite, oui, chaque jour compte.

Mais Hollande n'a rien à faire de cette urgence-là. Ce n'est pas son monde. Il ne détermine pas sa politique pour répondre à l'urgence et aux besoins des chômeurs ou des salariés. Il définit sa politique pour répondre aux exigences du patronat, pour faciliter leurs affaires et leurs profits.

Quant au patronat, le chômage l'arrange bien ! Il lui permet de faire le chantage au coût du travail, à la compétitivité et à la délocalisation... tout en bénéficiant de la politique de lutte contre le

chômage qui consiste à arroser les entreprises à coups de milliards et à liquider les droits sociaux. Et cela va continuer.

Hollande a donné les grandes lignes du plan qu'il présentera le 18 janvier. Le patronat, qui réclame de payer toujours moins la main-d'œuvre, y est déjà bien servi puisqu'une nouvelle prime de 1 000 à 2 000 euros serait accordée à chaque embauche dans les très petites entreprises.

À côté de cela, il promet – encore et toujours – de relancer l'apprentissage et il serait prêt à mettre un milliard sur la table pour la formation de 500 000 chômeurs dans les métiers dits « d'avenir ou en tension ».

Envoyer des milliers de chômeurs en formation pour les sortir des chiffres du chômage permettra peut-être d'inverser la courbe sur le papier et à Hollande de se présenter pour 2017, mais ce n'est pas cela qui créera de vrais emplois !

Et puis, il y aura la loi de la ministre du Travail, El Khomri, censée réécrire le code du travail pour faciliter la tâche des patrons. CDI, 35 heures, indemnités prud'homales, exonérations de cotisations sociales, le patronat pousse pour remettre tous les droits des salariés en cause. Pourquoi se gênerait-il quand le gouvernement a, jusqu'à présent, satisfait toutes ses exigences ?

Les voilà donc repartis pour une campagne d'intox sur « les freins à l'embauche » et « la peur du patronat d'embaucher ». Et pendant ce temps, tous les grands groupes continueront de planifier des suppressions d'emplois, comme chez Air France, à la SNCF ou dans l'Automobile.

Sans que cela fasse la une de l'actualité, les licenciements se poursuivent. C'est le cas du groupe Pentair qui veut fermer son usine à Ham dans la Somme avec 130 licenciements à la clé, d'Avenir Telecom qui a planifié la fermeture de 60 agences et 260 licenciements, du groupe Tetra qui veut licencier 111 salariés au Havre-Octeville-sur-Mer. Et combien d'autres dans le pays ?

Un véritable plan d'urgence imposerait d'arrêter cette hémorragie et d'interdire à tous ces groupes de licencier. Il imposerait la répartition du travail entre tous les salariés sans baisse de salaire, à commencer par l'embauche immédiate des intérimaires et CDD. Mais, pour cela, il faudrait déclarer l'état d'urgence contre la rapacité patronale dont le gouvernement est complice.

Jamais contents

Les entretiens de bilan 2015 sont en cours. On a l'impression que pour certains chefs, ce n'est jamais bon.

Que ce soit dans le cas où les objectifs ne sont pas atteints (même pour une raison extérieure) ou dans celui où les objectifs sont atteints et dans ce cas on a droit à : « c'était trop facile ».

Serait-ce un prétexte pour justifier le 0 % annoncé ?

Système Débile d'Activité

Nouvelle année, nouveaux budgets. Chaque direction a préparé en fin d'année son budget, et pour s'assurer qu'il est bien respecté, il nous est demandé de saisir notre activité mensuelle dans SDA.

Grâce à cet outil, tout va bien : jamais d'heure en trop, les journées font bien une journée et au final, l'activité prévue est bien celle réalisée. Aucun imprévu, aucun changement.

Il est tellement bien fait, qu'on se dit que la direction n'a qu'à le remplir en début de mois...elle-même.

Partage...

La semaine dernière, la direction a annoncé les chiffres de vente en France du groupe Renault : + 7,5 %. Encore des chiffres positifs, encore de l'argent qui rentre dans les caisses. Mais pour qui ?

Pour les actionnaires, en dividendes, et pour Ghosn et sa cour, en augmentation de leur rémunération.

Après des années de serrage de ceinture, c'est à nous que doit revenir l'argent gagné.

... non équitable

Vente record pour 2015, ainsi Renault se vante d'avoir le « *leadership en France* ». Par contre, pas un constructeur automobile, pas plus qu'une grande entreprise d'ailleurs, ne se presse pour annoncer « nous avons le leadership pour les salaires, avec 7,5 % d'augmentation ».

Pour l'instant, il n'y a que Ghosn qui pourrait s'en vanter avec un chiffre encore plus élevé !

On connaît la chanson

Ghosn nous a sorti le même discours qu'en 2015 pour ses vœux. Tout va bien pour Renault... mais il faudrait que les salariés continuent de faire des efforts.

En clair, Renault fera des milliards de bénéfice, mais, selon lui, les travailleurs devront continuer à se serrer la ceinture.

Comme quoi, la bonne santé de l'entreprise et nos salaires n'ont strictement rien à voir.

Les rois du CAC 40

Fin décembre, le cours de l'action Renault avait augmenté de plus de 60 %, tandis que celui de PSA s'envolait de 56 %. Pour les actionnaires de Renault, cela signifie une augmentation de capital de 10 milliards cette année.

À l'autre bout de la chaîne, ce sont les travailleurs qui paient par les restructurations, les suppressions de postes et l'exploitation accrue.

Comme ceux de l'Ancien Régime, il va falloir détronner les rois du CAC 40 pour leur reprendre tout ce qu'ils ont volé !

Record de cynisme

Sur tous les sites Renault, de plus en plus de travailleurs sont en intérim. Chez Renault, c'est le cas de 45 % de nos collègues, surtout dans les usines. La direction a le culot de prétendre qu'elle a recours à l'intérim pour ne pas licencier quand la production diminue. Mais en fait, elle utilise la précarité pour nous imposer à tous des cadences de plus en plus infernales.

Alors production ou pas, la direction n'a qu'à embaucher tous les collègues en intérim.

La foire aux vanités

Carlos Ghosn a eu droit à une interview dans le magazine « *Vanity Fair* » spécialisé dans les stars et les hommes politiques. Il a droit à la brosse à reluire sur plusieurs pages. Ce journal l'a élu « *Français le plus influent du monde* ». Rien que ça.

Le moins qu'on puisse dire c'est que les journalistes ne sont pas du genre Charlie-Hebdo.

Vers les révoltes futures

Mi-décembre, le journal télévisé d'Antenne 2 a montré les chaînes de montage de l'usine de Chennai en Inde. On y apprenait que les salaires se montaient à environ 300 euros par mois et que très peu d'opérations étaient automatisées, pratiquement tout, étant monté à la main.

Voilà comment Renault, comme les autres constructeurs, amasse des milliards de bénéfices par l'exploitation scandaleuse de ceux qui sont à l'origine de ses profits.

À force, Renault prépare la même réaction qu'il y a eu récemment au Maroc ou en Turquie : la grève contre l'exploitation.

Un Lotus à combien ?

Renault vient de confirmer, le 21 décembre, sa prise majoritaire de participation dans l'écurie automobile Lotus. Pour nous, l'austérité salariale, les baisses d'effectifs etc., tout ça pour la chasse au coût. Mais pour la course automobile, Renault s'est offert un petit cadeau de Noël, dont on ne connaît pas le montant !